

SOFT COMPUTING

Société Anonyme au capital de 647 693,40 Euros
Siège Social : 55, Quai de Grenelle – 75 015 PARIS
330 076 159 RCS PARIS

A - Comptes consolidés IFRS au 30 juin 2008

I - BILAN AU 30 JUIN 2008 (en milliers d'euros)

ACTIF (En K€)	Notes	30/06/2008	31/12/2007
Ecarts d'acquisition	note 1	5 463	5 463
Immobilisations incorporelles	note 1	38	34
Immobilisations corporelles	note 1	817	812
Actifs financiers	note 1	225	220
Impôts différés	note 14	165	295
Actifs non courants		6 707	6 824
Clients et comptes rattachés	note 2	12 245	11 695
Autres actifs	note 2	1 182	1 444
Trésorerie & équivalents de trésorerie	note 3	2 497	2 503
Actifs courants		15 924	15 642
TOTAL ACTIF		22 631	22 466

PASSIF (En K€)	Notes	30/06/2008	31/12/2007
Capital		648	648
Primes		9 890	9 890
Réserves consolidées		908	702
Actions propres	note 5	-1 664	-1 273
Résultat consolidé		207	180
Capitaux propres		9 990	10 147
Intérêts minoritaires			
Passifs financiers	note 7	117	116
Provisions pour risques & charges	note 6	553	443
Autres passifs	note 9	230	296
Passifs non courants		901	855
Passifs financiers	note 7	230	217
Provisions pour risques & charges	note 6	272	135
Fournisseurs et comptes rattachés		3 347	2 851
Autres passifs	note 9	7 893	8 261
Passifs courants		11 741	11 464
TOTAL PASSIF		22 631	22 466

II - COMPTES DE RESULTAT

(en milliers d'euros)

COMPTE DE RESULTAT PAR NATURE (En K€)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Chiffre d'affaires	18 382	17 241	34 526
Achats consommés	-107	-921	-1 958
Charges de personnel	-13 057	-12 024	-23 376
Charges externes	-4 141	-3 374	-6 897
Impôts et taxes	-522	-543	-1 031
Dotations aux amortissements	-115	-114	-221
Dotations aux provisions nettes de reprises	-77	29	-47
Résultat opérationnel courant	364	294	996
Autres produits et charges opérationnels	-0	-678	-678
Résultat opérationnel	364	-384	318
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	40	26	17
Coût de l'endettement financier brut	-66	-1	-7
Coût de l'endettement financier net	-27	25	10
Impôts différés	-130	103	-148
Impôts exigibles			
Résultat net (part du groupe)	207	-256	180
Résultat net (intérêts minoritaires)			
Résultat par action (en Euros)	0,07	-0,08	0,06
Résultat dilué par action (en Euros)	0,07	-0,07	0,07

III – FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (En K€)	Notes	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Résultat net consolidé		207	-256	180
Dotations nettes aux amortissements et provisions		231	173	150
Charges et produits calculés liés aux stock-options		144	25	55
Plus et moins values de cession		0		92
Coût de l'endettement financier net	note 13	27	-25	-13
Charge d'impôt	note 14	130	-103	148
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		739	-186	612
Impôts versés		0		
Variation du besoin en fonds de roulement	note 18	-226	-139	307
Flux net de trésorerie généré par l'activité		513	-325	919
Acquisitions d'immobilisations		-92	-84	-584
Cessions d'immobilisations		0	10	19
Incidences des variations de périmètre	note 19	-8	-71	-71
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-100	-145	-636
Augmentation de capital		0	12	12
Remboursement partiel de la prime d'émission		0	-3	-4
Achats et ventes d'actions propres		-391	1	-240
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0		
Encaissements d'emprunts		0		0
Remboursements d'emprunts		0		-7
Coût de l'endettement financier net	note 13	-27	25	13
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-418	35	-226
Incidence des variations de taux de change				
Variation de trésorerie		-5	-435	57
Trésorerie à l'ouverture	note 3	2 499	2 442	2 442
Trésorerie à la clôture	note 3	2 494	2 007	2 499

IV – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Nombre de titres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves conso - lidées	Résultat	Total part Groupe	Mino - ritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 01/01/05	3 176 825	635	9 651	-422	-680	290	9 474		9 474
Affectation du résultat 2004					290	-290			
Stocks options					47		47		47
Actions propres				-2			-2		-2
Résultat au 31/12/2005						900	900		900
Capitaux propres au 31/12/05	3 176 825	635	9 651	-424	-343	900	10 419		10 419
Affectation du résultat 2005					900	-900			
Augmentation de capital	59 242	12	291				303		303
Remboursement prime d'émission			-59				-59		-59
Dividendes					-250		-250		-250
Stocks options					55		55		55
Autres					6		6		6
Actions propres				-630	-8		-638		-638
Résultat au 31/12/2006						301	301		301
Capitaux propres au 31/12/06	3 236 067	647	9 883	-1 054	360	301	10 137		10 137
Affectation du résultat 2006					301	-301			
Augmentation de capital	2 400	1	11				12		12
Remboursement prime d'émission			-4				-4		-4
Stocks options					55		55		55
Actions propres				-219	-14		-233		-233
Résultat au 31/12/2007						180	180		180
Capitaux propres au 31/12/07	3 238 467	648	9 890	-1 273	702	180	10 147		10 147
Affectation du résultat 2006					180	-180			
Augmentation de capital									
Remboursement prime d'émission									
Stocks options					31		31		31
Actions propres				-391			-391		-391
Etalement IDR- changement méthode 2007					-4		-4		-4
Résultat au 31/12/2007						207	207		207
Capitaux propres au 30/06/08	3 238 467	648	9 890	-1 664	909	207	9 990		9 990

Dans un objectif de comparabilité, le tableau ci-dessous détaille la variation des capitaux propres du 31/12/06 au 30/06/07.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Nombre de titres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves conso - lidées	Résultat	Total part Groupe	Mino - ritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31/12/06	3 236 067	647	9 883	-1 054	360	301	10 137		10 137
Affectation du résultat 2005					301	-301			
Augmentation de capital	2 400	1	11				12		12
Remboursement prime d'émission			-3				-3		-3
Dividendes									
Stocks options					25		25		25
Actions propres				10	-6		4		4
Résultat au 30/06/2006						-256	-256		-256
Capitaux propres au 30/06/07	3 238 467	648	9 891	-1 044	680	-256	9 919		9 919

V – NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Au bilan consolidé avant répartition du résultat des comptes intermédiaires au 30 juin 2008 dont le total s'élève à 22 612 K Euros et au compte de résultat consolidé de l'exercice, présenté par nature sous forme de liste, et dégageant un résultat opérationnel courant de 364 K Euros et un résultat net de 207 K Euros.

Les comptes intermédiaires ont une durée de six mois, recouvrant la période du 01/01/2008 au 30/06/2008.

PRESENTATION DU GROUPE

La société SOFT COMPUTING SA, dont le siège social est 55, Quai de Grenelle 75 015 PARIS, et dont le numéro SIRET est 330 076 159 000 53 détient le contrôle exclusif de la société suivante :

SA SOFT COMPUTING MEDIA

Soft Computing est la société de référence dans la valorisation des données et leur transformation en performances. Elle offre des services de conseil, de technologie et de marketing services pour aider ses clients - Banque & Assurance, Distribution & VPC, Industrie, Services et Télécoms, Tourisme & Transport - à améliorer leur performance par la création et la mise en place de solutions business et technologiques basées sur la transformation d'informations en actions.

Soft Computing est cotée à Paris dans le compartiment C d'Euronext.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 22 septembre 2008.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Nom des sociétés	% de contrôle 30/06/08	% intérêt 30/06/08	% de contrôle 30/06/2007	% intérêt 30/06/2007	Méthode de consolidation
Soft Computing Technologie) (*)			100,00%	100,00%	IG
Soft Computing Media	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	IG

FAITS CARACTERISTIQUES

(*) Une transmission universelle de patrimoine de la filiale SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES vers SOFT COMPUTING a été réalisée en date du 1er janvier 2008.

REGLES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes semestriels au 30 juin 2008 ont été préparés conformément à la norme IAS 34, Information financière intermédiaire selon les mêmes principes comptables que ceux retenus pour l'élaboration des comptes semestriels 2007. Il est précisé à ce titre que le Groupe n'a pas opté pour l'application anticipée de normes ou interprétations dont l'application n'était pas obligatoire à la date d'établissement des comptes semestriels au 30.06.2008.

REGLES DE CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Lorsque cela est nécessaire, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que les méthodes comptables appliquées soient uniformes dans toutes les entités du groupe.

Les transactions, les soldes, les produits et charges intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

ESTIMATION DE LA DIRECTION

L'établissement de comptes consolidés intermédiaires, implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses ayant une incidence sur l'information financière, le bilan et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours du semestre.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces informations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des comptes intermédiaires portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des plans d'options d'actions, des impôts différés et des écarts d'acquisition.

INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe SOFT COMPUTING ne publie pas d'information sectorielle, dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale "Customer Relationship Management", et intervient essentiellement sur le territoire national. Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

ACTIFS NON COURANTS

. Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont déterminés par différence entre le coût d'acquisition des titres (prix d'acquisition plus frais d'acquisition) et la quote-part de la juste valeur de la situation nette acquise.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, en l'absence d'indice de perte de valeur nécessitant une fréquence plus grande, la valeur du goodwill est testée chaque année.

La valeur actuelle des écarts d'acquisition est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que Valeur d'Entreprise / Chiffre d'Affaires, perspectives de rentabilité appréciées à partir des Discounted Cash Flow).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, il est constaté un amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition.

Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow) fondée sur les hypothèses suivantes :

- Plan d'affaires à durée appropriée, établi par l'entité concernée, remis à jour lors de l'exercice budgétaire de fin d'année et présentant le chiffre d'affaires prévisionnel, le résultat opérationnel courant, le résultat net, le besoin en fonds de roulement et les investissements,
- Taux de croissance à long terme au-delà de l'horizon explicite,
- Coût moyen pondéré du capital,
- Table de sensibilité

. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 “Immobilisations incorporelles”, un actif est enregistré à l’actif du bilan s’il est probable que les avantages économiques futurs liés à l’actif iront au groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les frais de développement activés lorsqu’ils satisfont aux critères d’activation (génération d’avantages économiques futurs et coûts évalués de façon fiable)
- les concessions, brevets et droits assimilés (logiciels évalués à leur coût d’acquisition et amortis sur une durée d’un an)

. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d’acquisition (prix d’achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d’utilité de chaque immobilisation corporelle telle que précisée ci-après :

	Mode	Durée d’utilité
- Installations et agencements	Linéaire	5 à 10 ans
- Matériel de transport	Linéaire	4 ans
- Matériel informatique	Dégressif	3 ans
- Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans

La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d’utilité est présumée nulle.

Conformément à la norme IAS 17 “Contrats de location”, les biens acquis en location financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; le passif correspondant est enregistré au bilan en tant qu’obligation issue des contrats de location financement.

. Impôts différés

L’impôt différé est calculé, conformément à la norme IAS 12, sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable et en utilisant les taux d’impôt adoptés ou quasiment adoptés à la date de clôture. Il est comptabilisé en actif non courant.

Les actifs et les passifs d’impôts différés ne sont pas actualisés.

Les pertes fiscales font l’objet de la reconnaissance d’un impôt différé à l’actif du bilan dans la mesure où il est probable que les bénéfices imposables futurs à court terme permettront leur imputation.

. Actifs financiers

Les autres actifs financiers correspondent principalement à des dépôts et cautionnements.

ACTIFS COURANTS

. Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. Autres actifs courants

Les éléments des autres actifs courants sont inscrits à leur coût historique ; une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'entrée.

. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires, des fonds de caisse, ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements, à échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connus et ne sont pas soumis à un risque de changement significatif de valeur.

ACTIONS PROPRES

Les actions propres sont portées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le passif social correspondant est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	65 ans
Actualisation financière	3% (déduction faite de l'inflation)
Augmentation des salaires	De 0,5% à 5% en fonction des tranches d'âge
Rotation du personnel	20% ou 10% ou 1,5% en fonction des tranches d'âge
Charges sociales	45%

La loi de financement de la sécurité sociale a apporté des modifications sur la situation de mise à la retraite d'un salarié à l'initiative de l'employeur. L'indemnité de départ à la retraite serait soumise à charges sociales.

Les modifications apportées par la loi de financement de la sécurité sociale ont été considérées comme un changement de régime. Ce changement de régime, évalué à 90 K€ au 31 décembre 2007 a été étalé sur la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits (IAS 19.96), à savoir 30 années.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont composés des concours bancaires, ainsi que de dettes financières diverses (avance conditionnée dans le cadre d'un projet, passif sur contrats de location).

AUTRES PASSIFS

Les éléments des autres passifs sont inscrits au bilan dès lors que l'obligation à la date de clôture et la sortie de ressources sont certaines et que l'échéance et le montant de la dette sont précis ou avec une faible incertitude.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux.

La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période. Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

Les éléments ne satisfaisant pas aux critères de définition du chiffre d'affaires sont comptabilisés par compensation avec les charges engagées ; il s'agit des frais et des affranchissements refacturés sans marge aux clients.

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels sont alimentés dans le cas où un évènement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la performance de l'entreprise. Il s'agit de produits et de charges inhabituels, anormaux, non récurrents et de montant particulièrement significatif, qui sont présentés de manière distincte dans le compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante et de permettre au lecteur des comptes de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats, ceci conformément au principe de pertinence de l'information du § 8 du "IASB Framework".

RESULTAT PAR ACTION

Conformément à la norme IAS 33, le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action reprend ce calcul en intégrant en plus les effets qui résulteraient de la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives attribuées.

NOTES RELATIVES AUX PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT EN K EUROS

NOTE 1 : ACTIFS NON COURANTS

IMMOBILISATIONS

Montants Bruts en K€	Valeur brute 31/12/07	Augmen - tations de l'exercice	Diminu - tions de l'exercice	Valeur brute 30/06/2008
Ecarts d'acquisition	5 463			5 463
Frais de développement	101			101
Autres immobilisations incorporelles	152	14		166
Immobilisations corporelles (1)	1 757	126		1 883
Actifs financiers (2)	220	5		224
Impôts différés actifs (note 14)	295		130	165
TOTAL GENERAL	7 987	144	130	8 001
(1) dont crédit-bail	146	34	39	141
dont matériel bureau & informatique	727	73		800
dont mobilier	346	4		349
(2) dont dépôts et cautionnements	209	5		214

Le détail des écarts d'acquisition est le suivant :

	31/12/07	30/06/08
Soft Computing Technologies	4 201 K€	4 201 K€
Statilogie	715 K€	715 K€
Power ERP	547 K€	547 K€
	5 463 K€	5 463 K€
Total des écarts d'acquisition	5 463 K€	5 463 K€

Au 30 juin 2008 aucun indice de perte de valeur n'a été constaté.

Frais de développement :

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. L'amortissement de la période s'élève à 3 K€

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel de « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€ L'amortissement de la période s'élève à 3.5 K€

Les coûts relatifs au développement d'une plate forme générique d'amélioration de la qualité et d'enrichissement de données "tiers" et services associés ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2006 pour un montant de 35 K€ Il a totalement été amorti en 2007 en raison des faibles perspectives de réussite commerciale du projet.

Contrats de location financement :

Les crédits baux retraités en consolidation concernent du matériel informatique.

Les contrats concernant le matériel informatique ont été souscrits en 2007 et au 1^{er} semestre 2008. La valeur brute du matériel est de 142 K€ dont 34 K€ acquis en 2008. L'amortissement total est de 40 K€ dont 22 K€ sur la période et la valeur nette comptable est de 102 K€

Amortissements et Dépréciations en K€	Montants 31/12/07	Dotations de l'exercice	Diminutions	Montants 30/06/08
Frais de développement	69	7		75
Autres immobilisations incorporelles	152	3		155
Immobilisations corporelles (1) (3)	945	105		1 050
TOTAL GENERAL	1 165	115		1 281
(1) dont crédit-bail	57	22	39	40
dont matériel bureau & informatique	638	68		706
dont mobilier	181	15		196

Montants nets en K€	Montants nets 31/12/07	Montants nets 30/06/2008
Ecarts d'acquisition	5 463	5 463
Frais de développement	34	26
Autres immobilisations incorporelles		11
Immobilisations corporelles (1)	812	818
Actifs financiers	220	224
Impôts différés actifs	295	165
TOTAL GENERAL	6 824	6 707
(1) dont crédit-bail	89	101
dont matériel bureau & informatique	89	94
dont mobilier	165	153

NOTE 2 : ACTIFS COURANTS

Montants en K€	Montants 30/06/08	A un an au plus	Entre 1 an et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants 2 007	Montants 2 006
Avances et acomptes	143	143			243	47
Clients et comptes rattachés	12 442	12 442			11 823	11 196
Personnel	118	118			200	148
Etat, taxes, impôts sur les bénéfices	433	433			619	546
Charges constatées d'avance	409	409			356	270
Autres actifs	80	80			26	144
Montants bruts	13 625	13 625			13 268	12 351
Dépréciation / créances clients	-198	-198			-129	-259
Montants nets	13 427	13 427			13 139	12 092

NOTE 3 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Les valeurs de placements de type OPCVM sont comptabilisées pour une valeur de 2 167K€ qui est également leur valeur liquidative au 30/06/2008.

Les soldes bancaires s'élèvent à 327 K€(331 K€à l'actif et 4 K€au passif).

Montants en K€	30/06/2008	31/12/2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 499	2 503
Passifs financiers CT	-5	-4
Total Trésorerie	2 494	2 499

NOTE 4 : STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 février 2002 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce premier plan, le Conseil d'Administration a attribué trois tranches :

Le 25 février 2002, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 125 602 options au prix de souscription des actions de 5,12 € Une partie de ces options a été exercée en 2006 et en 2007, ce qui a conduit à une augmentation de capital par la création de 61 642 nouvelles actions (59 242 en 2006 et 2 400 en 2007). 8 900 options restent exerçables à ce jour.

Le 1^{er} avril 2003, le Conseil d'Administration a attribué une seconde tranche de 34 675 options au prix d'achat des actions de 4,59 € Une partie de ces options a été exercée au cours de l'exercice 2007. 13 250 actions restent exerçables à ce jour.

Le 10 février 2004, le Conseil d'administration a attribué une troisième tranche de 354 options au prix d'achat des actions de 4,69 € 354 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a attribué toutes les options de ce premier plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d'Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 € 26 537 actions restent exerçables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué 40 821 options au prix d'achat des actions de 4,69 € 24 571 actions restent exerçables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d'Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 € 55 000 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a encore la possibilité d'attribuer 369 options de ce second plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce troisième plan, le Conseil d'Administration a attribué une tranche à ce jour :

Le 17 octobre 2007, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 145 000 options au prix de souscription des actions de 3,88 € 132 500 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a encore la possibilité d'attribuer 22 201 options de ce troisième plan.

Les stocks options ainsi attribuées peuvent être exercées au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

Les attributions d'options effectuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle conformément à la norme IFRS 2, sur la base du modèle de Black and Scholes.

L'attribution du 25 février 2002 n'a donc pas été prise en compte dans l'étude actuarielle.

L'évaluation du coût des plans d'options s'est faite sur la base des hypothèses suivantes :

Date d'attribution	01/04/03	10/02/04	07/04/05	17/10/07
Volatilité attendue	25%	25%	25%	40%
Dividendes attendus	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
Taux d'intérêt sans risque	3,11%	3,33%	2,93%	4,17%
Probabilité de déchéance des droits	12%	12%	12%	9%
Prix d'exercice de l'option	4,59 €	4,69 €	6,89 €	3,88 €
Prix de l'action sous jacente	5,00 €	5,49 €	7,55 €	3,80 €
Coût global moyen des plans	29 K€	81 K€	109 K€	121 K€
Charges du 1 ^{er} semestre 2008	0 K€	2 K€	14 K€	15 K€
Charges du 1 ^{er} semestre 2007	2 K€	10 K€	13 K€	
Charges de l'exercice 2007	2 K€	20 K€	27 K€	6 K€

Le total des charges du 1^{er} semestre 2008 s'élève à 31 K€

NOTE 5 : ACTIONS PROPRES

Au 30 juin 2008, la société SOFT COMPUTING détient 165 744 de ses propres actions affectées aux plans d'options d'achat d'actions destinées aux salariés et 121 340 actions destinées à être supprimées ce qui donne un total de 287 084 actions propres.

Actions propres	30/06/2008	31/12/2007
Quantité achetée pour stock-options	165 744	163 789
Quantité achetée pour annulation	121 340	0
Prix d'acquisition moyen en euros	5.80 €	7,77 €
Montant total en K€	1 664 K€	1 273 K€
Frais de courtage en K€	4 K€	4 K€

Ces actions propres sont portées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de la période.

NOTE 6 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Montants en K€	Montants 31/12/07	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	Montants 30/06/08
Provisions à long terme	443	110			553
Provisions à court terme	135	218	64	17	272
TOTAL	578	328	64	17	825

Le solde des provisions pour risques et charges au 30 juin 2008 est principalement constitué à court terme de litiges prud'homaux et un litige commercial, et à long terme d'un risque lié à un litige avec l'Urssaf et de la provision pour engagements de retraite.

Au 30 juin 2008, le montant des avantages au personnel s'élève à 315 K€ contre 263 K€ au 30 juin 2007, hausse liée à une augmentation des salaires de près de 5%.

NOTE 7 : PASSIFS FINANCIERS

Montants en K€	Montants 30/06/08	Courant	Non courant	Montants 31/12/07
Dettes financières crédit bail	102	46	56	89
Dettes financières diverses	240	180	60	240
Intérêts courus non échus				
Concours bancaires	4	4		4
Total	346	230	116	333

Les passifs financiers au 30 juin 2008 sont composés, d'une dette correspondant aux contrats de location financement, d'une avance conditionnée reçue dans le cadre d'un projet de recherche, ainsi que des concours bancaires.

NOTE 8 : AUTRES PASSIFS

Montants en K€	Montants 30/06/08	Courant	Non Courant	Montants 31/12/07
Dettes sociales	4 018	4 018		4 004
Dettes fiscales	3 057	3 057		3 074
Produits d'avance	606	606		873
Avances et acomptes				93
Fournisseurs d'immobilisations	296	66	230	304
Autres passifs	146	146		209
Total	8 123	7 893	230	8 557

NOTE 9 : INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

Les rémunérations allouées au 30 juin 2008 aux dirigeants de la société consolidante et de ses filiales, y compris les 2 dirigeants administrateurs, s'élèvent à 386 K€et concernent 6 personnes au total.

Au 30 juin 2007 ces rémunérations s'élevaient à 453 K€et concernaient 8 personnes

Au 31 décembre 2007 ces rémunérations s'élevaient à 802 K€et concernaient 7 personnes.

NOTE 10 : CHIFFRES D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2008 s'élève à 18 382 K€contre 17 212 K€au 1^{er} semestre 2007 et 34 526K€pour l'année 2007. Il se décompose ainsi :

	<u>1er semestre 2008</u>	<u>1er semestre 2007</u>	<u>2007</u>
• Banque assurance	51 %	51 %	51 %
• Industrie	11%	9 %	11 %
• Distribution / VPC	15%	12 %	14 %
• Télécoms	10%	14 %	13 %
• Transport / Tourisme	5%	5 %	5 %
• Services	8%	13 %	6 %

NOTE 11 : CHARGES DE PERSONNEL

Montants en K€	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Salaires et charges	13 026	12 035	23 321
Stocks options	31	25	55
Participation des salariés			
Total	13 057	12 060	23 376

NOTE 12 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments suivants :

Montants en K€	30/06/08	30/06/07	2007
Cession d'actifs / Sorties		- 92 K€	- 92 K€
Indemnités transactionnelles		- 586 K€	-586 K€
Litige commercial	- 200 K€		
Profit exceptionnel (droit de cession)	200 K€		
Total des autres produits et charges opérationnels	0 K€	- 678 K€	-678K€

NOTE 13 : COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Les éléments financiers se décomposent comme suit :

Montants en K€	30/06/08	30/06/07	2007
Produits nets de cessions des valeurs mobilières	40 K€	26 K€	17 K€
Intérêts et charges assimilées	-3 K€	- 1 K€	-4 K€
Intérêts sur crédit bail (non cash)	-3 K€		- 3 K€
Dotations aux provisions	-60 K€		
Total du coût de l'endettement financier net	-27 K€	25 K€	10 K€

NOTE 14 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

La situation consolidée au 30 juin 2008 fait apparaître une charge d'impôts exigible nulle et une charge d'impôt différé de 130 K€, soit une charge totale de 130 K€

Analyse des impôts différés :

Impositions différées (en K€)	30/06/2008	31/12/2007
Différences temporaires	-272	-272
Reports fiscaux déficitaires (1)	437	567
TOTAL	165	295

(1) : les reports fiscaux déficitaires résultant de l'acquisition de la société FrontCall ont été intégralement affectés en impôt différé actif.

	30/06/2008	31/12/2007
Reports fiscaux déficitaires résultant de Front Call	437	566
Autres reports fiscaux déficitaires	1	1
TOTAL	438	567

<i>Preuve d'impôt (en K €)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Résultat consolidé avant impôt	337	328
Charge d'impôt théorique :	112	109
Impact des différences permanentes	8	20
Coût des stocks options non déductible	10	19
Autres		
Ecarts d'impôt entre taux d'impôt normal et taux d'impôt différé		
Charge d'impôt effective	130	148

NOTE 15 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en prenant au dénominateur la totalité des actions émises nettes diminuée des actions propres.

Le résultat par action dilué est calculé en prenant au dénominateur le total des actions émises auquel est rajoutée la quantité des options de souscription et d'achat émises et non encore levées. Au 31 décembre 2007, le calcul du résultat dilué par action n'inclut pas les actions qui seraient émises en cas de levée d'option de souscription et d'achat, le cours étant inférieur au prix de levée d'option de l'ensemble des plans.

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	
Résultat net en K Euros	207	-256	180	A
Nombre d'actions	3 238 467	3 238 467	3 238 467	B
Nombre d'actions propres	287 084	112 662	163 789	C
Résultat par action en Euros	0,07	-0,08	0,06	A / (B-C)
Options de souscription et d'achat d'actions				
Coût des stocks options en K Euros	-31	-25	-55	D
Nombre net d'actions potentiellement dilutives	0	8 300	0	E
Résultat dilué par action en Euros	0,07	-0,07	0,07	(A-D) / (B+E)

NOTE 16 : EFFECTIF MOYEN

	30/06/2008	30/06/2007	2007
Cadres	322	308	297
Employés	40	34	43
TOTAL	362	342	340

NOTE 17 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

<u>Engagements donnés</u>	<u>30/06/2008</u>	<u>2007</u>
- Locations immobilières à moins d'un an	777 K€	71 K€
- Locations immobilières à plus d'un an et moins de cinq ans	3 108 K€	
- Locations immobilières à plus de cinq ans	583 K€	

- Substitution de la technologie SOFTRULES à la technologie ILOG
Non concurrence concernant la technologie SOFTRULES

Le groupe SOFT COMPUTING n'estime pas être exposé au risque de taux d'intérêt.

Risques liés aux créances clients :

	Créances échues depuis moins de 6 mois	Créances échues depuis plus de 6 mois
30/06/2008	1 048	482
2007	3 032	404

NOTE 18 : VARIATIONS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Montants en K Euros	30/06/2008	31/12/2007	31/12/2006
Clients et comptes rattachés	12 245	11 695	10 937
Autres actifs	1 163	1 444	1 155
Fournisseurs et comptes rattachés	-3 328	-2 851	-1 886
Autres passifs hors dette sur acquisition des filiales et immobilisations	-10 306	-8 253	-7 870
Besoin en fonds de roulement	2 261	2 035	2 336
Régularisations		6	-8
Variation du besoin en fonds de roulement initial	-226	307	-1 003
Impact des sociétés acquises			
Clients et autres actifs à la date d'entrée dans le périmètre			672
Fournisseurs et autres passifs à la date d'entrée dans le périmètre			-716
Incidence des variations de périmètre			-44
Variation du besoin en fonds de roulement final	-226	307	-1 047

NOTE 19 : INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE

Montants en K Euros	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Coût d'acquisition des filiales			
Trésorerie des filiales acquises			
Variation de la dette sur acquisition des filiales	-8	-71	-71
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	-8	-71	-71

NOTE 20 : EVENEMENTS POSTERIEURS

Il n'y a pas d'évènements postérieurs à la clôture à signaler.

VI - RAPPORT SEMESTRIEL

A – ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,
Le 22 septembre 2008

Eric FISCHMEISTER

Président

B – CONTENU DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

GROUPE

Chiffre d'affaires consolidé en hausse de 6,7 %

Le groupe Soft Computing affiche un chiffre d'affaires consolidé de 18,4 millions d'euros pour le premier semestre 2008, ce qui représente une progression de 6,7 % comparé au premier semestre 2007. Le second trimestre marque une progression du chiffre d'affaires de 10.4 %.

Le pôle Marketing Services réalise une progression de près de 14 % tiré en particulier par des contrats récurrents signés récemment avec des grands comptes. Le pôle Technologie croît pour sa part de 6.8 % avec un fort développement sur le segment de la Business Intelligence et du CRM. Le pôle conseil a subi pour sa part une baisse de 7.7 % qui s'explique essentiellement par des décalages de lancement de projets qui ont provoqué une baisse d'activité sur le début du semestre.

Résultat opérationnel courant de 2,0 % du chiffre d'affaires

Avec un deuxième trimestre dynamique, le résultat opérationnel courant du premier semestre a progressé de 24 % comparé au premier semestre 2007. Celui-ci s'élève à 0,4 M€ et représente 2.0 % du Chiffre d'Affaires. Cette progression s'explique essentiellement par la croissance du chiffre d'affaires et la maîtrise des coûts de structure.

Le résultat net s'établit à 207 K€, en amélioration sur 2007 qui supportait des charges exceptionnelles non récurrentes.

Trésorerie confortable

La trésorerie reste confortable à 2,5 M€ et est stable par rapport à 2007 (2,5 M€ également).

Les dettes financières sont négligeables et stables à 0,4 M€ et la société n'a pas recours à l'affacturage.

Perspectives

Le carnet de commande à fin juin et les commandes engrangées pendant l'été laissent présager d'un troisième trimestre comparable au second. Le groupe reste vigilant quant à son exposition sur le secteur bancaire dans une conjoncture particulièrement incertaine.

SOCIETE

Données chiffrées individuelles relatives à la société Soft Computing

Chiffre d'affaires : 18 423 K€

Résultat net : 293 K€

VII - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Softcomputing, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris, le 22 septembre 2008

Les Commissaires aux Comptes

Serec Audit

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Benoît Grenier

Jean-Pierre Cordier